

Valérie Pécresse : "Je ne serai pas candidate à la primaire, et je ne serai pas ministre"



Candidate à la présidence en Île-de-France, Valérie Pécresse fustige la gestion clientéliste de l'équipe socialiste en place. Elle demande par ailleurs au gouvernement de sortir de sa passivité et de faire la distinction entre migrants économiques et réfugiés.

Avec Valérie Pécresse

Atlantico : La France s'est réveillée, mercredi, avec cette photo d'un jeune enfant, décédé sur une plage de Turquie alors que sa famille tentait de fuir la Syrie. Comprenez-vous cet émoi ?

Valérie Pécresse : Cette photo est abominable, bouleversante. Je suis totalement mobilisée sur cette question des demandeurs d'asile : j'ai d'ailleurs été la première à tirer la sonnette d'alarme sur les Chrétiens d'Orient et à me rendre à Erbil il y a un an pour porter assistance aux réfugiés. Je n'oublierai jamais la détresse de ces familles qui avaient tout abandonné, tout perdu. Et je me souviendrai toujours de ces témoignages poignants sur des jeunes filles enlevées, violées et vendues. C'est notre devoir humanitaire de les protéger et les accueillir. Les demandes d'asile doivent être traitées avec efficacité et humanité or aujourd'hui je ne vois, dans les actes du gouvernement, qu'une attitude extrêmement passive. **Les migrants qui viennent en France sont dans deux situations bien distinctes : il y a les migrants économiques qui ont vocation à être raccompagnés chez eux rapidement et sans faiblesse, mais ceux qui fuient la guerre, les réfugiés, doivent être accueillis.** Ils sont persécutés, ils ne peuvent pas vivre chez eux, mais ne demandent qu'à y retourner. Leur vraie demande c'est la paix dans leur pays. Je les ai rencontrés au Kurdistan. Ils commençaient par me dire nous voulons des visas, mais poursuivaient aussitôt : "mais si seulement vous pouviez nous rendre nos villes, y envoyer une force d'interposition et nous garantir la sécurité, demain on rentrerait chez nous. On veut rentrer chez nous !"

Comment fait-on pour ramener la paix dans ces zones ?

Il faut faire de la lutte contre Daesh la grande cause de toutes les grandes nations y compris la Turquie, y compris la Russie, y compris l'Iran. Il nous faut reprendre langue avec Poutine et avec l'Iran, sans être naïfs, mais il faut savoir se coaliser face à un ennemi dévastateur car Daesh, ça n'est pas uniquement le problème du Proche et du Moyen-Orient c'est une gangrène qui se répand partout, en Afrique, en Palestine, en Asie,...

Nicolas Sarkozy vient de sonner la mobilisation pour les régionales. C'est un soutien précieux ?

C'est très important qu'il le fasse. J'ai besoin de tout le monde et j'ai besoin de tout le monde rassemblé. C'est pour cette raison que je lancerai ma deuxième partie de campagne le 27 septembre aux côtés de Nicolas Sarkozy, de François Fillon, d'Alain Juppé et de Bruno Le Maire. Ça n'est pas le moment de parler de la primaire. Certes c'est le moment du travail sur le projet mais ce travail doit se nourrir de tout ce que l'on aura vécu sur le terrain durant la campagne régionale. **Je dis à tous les ténors des Républicains mais aussi à ceux de l'UDI et du Modem : il ne faut pas zapper la case régionales car si on gagne les présidentielles et que l'on n'a pas les Régions, il nous manquera un outil stratégique pour lutter contre le chômage, ramener la croissance, investir et**

changer les politiques éducatives.

Comme se passe la campagne des régionales ?

J'ai rarement vu une telle mobilisation, une telle envie de changement. J'explique aux électeurs que les régionales sont la dernière étape avant la présidentielle et que c'est une étape que l'on ne doit pas manquer. Ces dernières années, la droite a eu tendance à négliger les scrutins locaux or, compte tenu de l'importance des pouvoirs qui ont été donnés aux régions, aux départements et aux communes, si vous voulez lutter contre le chômage au niveau étatique et que vous n'avez pas pris sur les Régions qui sont compétentes en matière d'apprentissage, de formation professionnelle, de lycées, d'universités, de recherche, de développement des PME, de transports et de logement, vous vous privez d'un levier essentiel. Prenons un exemple, quand j'étais ministre de la recherche, j'ai lancé un plan Alzheimer. Il fallait fournir des formations à l'ensemble des personnels qui avaient vocation à s'occuper des malades or les Régions n'ont pas créé ces formations. Le fait d'avoir perdu les pouvoirs locaux a privé la droite d'un énorme levier de réforme. Il faut donc que les Français comprennent que ça n'est pas une élection anodine d'autant que c'est la dernière avant la présidentielle. **Si Les Républicains sont unis, forts, et l'emportent, ce sera un formidable élan pour 2017, mais surtout les régions seront des lieux d'actions qui permettront de commencer à réparer les dégâts de la politique de François Hollande.**

De quelle manière ?

Nous avons par exemple en Île de France, les ghettos urbains dans lesquels l'ascenseur social ne fonctionne plus et qui cumulent les problèmes de chômage et d'insécurité. C'est parce qu'on y a concentré du logement très social sur du logement très social. Or, la mixité sociale doit aller dans les deux sens. Il y a une loi qui prévoit que les villes qui n'ont pas assez de logements sociaux doivent en construire mais rien n'existe pour les villes qui en ont trop. Si je suis présidente de région, je refuserai de financer du logement très social là où il y en a déjà plus de 30%. On y construira du logement pour les classes moyennes. Je veux aussi rétablir les bourses au mérite afin de débloquer l'ascenseur social. Et surtout, je souhaite offrir à tous les jeunes une première expérience professionnelle sans discrimination. La Région donne deux milliards de subventions aux entreprises, aux associations et aux collectivités, je leur dirai : je vous accorde cette subvention si vous accueillez en échange un jeune en stage long, en contrat d'insertion ou en apprentissage, c'est une contrepartie civique. Ainsi, on pourrait avoir 100 000 premières expériences supplémentaires pour accueillir les jeunes dans le monde du travail. Enfin, je veux faire revenir les enseignants dans les établissements difficiles, en leur offrant en contrepartie une place dans le parc de logements régionaux.

Est-ce qu'il est difficile de s'adresser à une région aussi grande et aussi diverse que l'Île de France ?

Je me suis en effet demandé ce qu'était l'identité de l'Île de France : c'est le lieu de l'excellence française ! On a tous les fleurons : des fleurons universitaires, les sièges sociaux des plus grandes entreprises, de grands laboratoires de recherche et puis la culture. Mais aujourd'hui on n'assume pas ce rôle. **Le président de Région doit être un entrepreneur et non plus un rentier qui, comme aujourd'hui, prend l'argent de vos impôts et fait des chèques, qui transforme la région en guichet de subvention.** La présidente, que je veux être, s'emploiera à créer de la richesse et de l'emploi en allant chercher les investisseurs, en allant chercher les touristes, en faisant la promotion des entreprises franciliennes à l'étranger. La région c'est 11,5 Milliards d'impôts payés par les Franciliens, nous leurs devons beaucoup plus avec cet argent.

Vous avez parlé des banlieues, de Paris, quid des territoires ruraux qui votent massivement FN. Êtes-vous encore en capacité de les séduire ?

La majorité sortante verte et socialiste a adopté une stratégie très machiavélique : ces territoires votaient traditionnellement à droite, la Région a donc décidé de les abandonner. Or que font les habitants d'un territoire traditionnellement à droite qui se sentent délaissés, où il n'y a plus de transport, plus de service public, plus de développement économique, pas de réseau haut débit ? ils s'abstiennent ou votent FN. C'est gagnant-gagnant pour la gauche, elle ne dépense pas pour les territoires ruraux et le vote dans ces territoires ruraux lui permet de se maintenir au pouvoir. J'ai décidé de passer, avec ces territoires, un pacte de juste retour. Je dis à ces habitants, vous êtes un sixième de la population, vous aurez droit à un sixième des investissements. Mais je ne leur mens pas, je ne leur dis pas : vous aurez demain un métro dans les champs, je leur propose un programme de mille bus non polluants, du transport à la demande, des formations pour leurs enfants.

Ça ne fait pas forcément rêver...

Il faut rendre crédible la parole des politiques. Les Français ne nous croient plus et pour cause. François Hollande dit qu'il va baisser les impôts or ils n'ont jamais été aussi hauts, sa parole est démonétisée. Je veux les convaincre de la sincérité de ma démarche, je leur dis : j'ai 48 ans, à la fin de mon mandat en Ile de France j'en aurai 54 et je ne compte pas arrêter la politique à ce moment-là. Mon bilan en Ile de France sera ma vitrine, mon avenir dépendra de mon bilan. Je serai donc à 100% pour vous. Je ne serai pas candidate à la primaire, je ne serai pas ministre. **Dans 6 ans, je rendrai des comptes et je n'aurai pas du tout envie qu'on me mette dehors à 54 ans. Ça n'est pas un âge pour partir à la retraite !**